

CIBLE

Scandales

La privatisation de Gaz de France est un scandale : elle compromet, dans un secteur vital, la politique industrielle et la politique énergétique de la France – du moins ce qu'il en reste. Elle se traduira par des augmentations de prix pour toutes les catégories de consommateurs.

Comme si cela ne suffisait pas, il y a scandale dans le scandale : les représentants de la nation délibèrent sans connaître tous les éléments de la question puisque les recommandations de la Commission sont pour une part réservée à la lecture – seulement à la lecture – de quelques parlementaires et pour une autre part tenues secrètes.

La Commission et le gouvernement Villepin portent gravement atteinte à la souveraineté nationale, ils montrent le mépris dans lequel ils tiennent le peuple français. Les élus de la nation devraient par conséquent refuser l'examen du texte.

Ils ne le feront pas. Mais preuve est faite que le libéralisme économique fonctionne selon une logique étrangère à la souveraineté nationale, preuve est faite que la régulation bureaucratique du marché aboutit à la négation de la démocratie.

DIAGNOSTIC

La France en colère

Belgique

**L'État
évaporé**

p. 6-7

Jean de France

**Voyage
au pôle**

p. 10

En mémoire de deux amis

Avec une immense tristesse, nous avons appris le 30 juillet la disparition de Pierre Vidal-Naquet puis, le 2 août, celle de Maurice Kriegel-Valrimont.

Nous les admirions tous deux, si différents par leur histoire personnelle, si proches dans leur exigence de justice.

Pierre Vidal-Naquet était un savant et nous n'avons jamais écrit un article sur la Grèce antique sans songer à ses ouvrages, les consulter, les citer. Nous aimions ce maître.

Maurice Kriegel-Valrimont était un dirigeant politique de premier plan lorsqu'il était au Parti communiste et l'un des principaux chefs militaires de la Résistance intérieure. Nous admirions ce combattant.

Tous deux ne cessèrent d'être les militants déterminés d'un mouvement antifasciste et anticolonialiste qui a profondément marqué l'histoire de notre pays. Ils n'ignoraient pas que les fondateurs de la Nouvelle Action royaliste n'avaient pas partagé – c'est peu dire – leurs passions et leurs engagements pendant la guerre d'Algérie et qu'ils n'avaient pas participé aux aventures du communisme et de la gauche.

De ce passé, nous n'avons jamais parlé, ni avec l'un, ni avec l'autre. Non par pudeur ou par peur de la confrontation mais faute de temps. A chaque rencontre, nous étions préoccupés par les soucis de l'heure et par l'impérieuse nécessité de recueillir et de transmettre leurs témoignages et leurs réflexions sur la Résistance et la déportation.

Maints articles de *Royaliste* montrent l'extrême attention que nous portions à ce que disaient et écrivaient, dans l'ordre politique, Pierre Vidal-Naquet et Maurice Kriegel-Valrimont. Deux souvenirs sont particulièrement vifs dans notre mémoire.

Lorsque Pierre Vidal-Naquet vint, en 1988, nous présenter un mercredi soir « *Les Assassins de la mémoire* » (1), plusieurs négationnistes prirent place dans le public. Prévenu, notre invité m'avertit que toute discussion avec Robert Faurisson et ses disciples était impossible. Je croyais quant à moi que le professeur Vidal-Naquet, redoutable polémiste,

terrasserait sans peine ces furieux. Je fus vite et cruellement démenti. Les faurissoniens portaient la contradiction avec froideur, récusant toutes les réponses de Pierre Vidal-Naquet, contestant tous les faits qui leur étaient opposés, exigeant des preuves. Les parents de notre invité, comme mon propre père, étaient morts dans les camps nazis – ils le savaient – mais nous ne parvenions pas à les confondre.

Tandis que les familiers de nos réunions hurlaient leur indignation, je m'aperçus que nous étions sortis du domaine de la raison, où chacun s'accorde au-delà des plus graves dissensions, sur des principes communs, des vérités reconnues, des méthodes d'établissement des faits – pour entrer dans le délire d'un discours implacablement nihiliste, irrécusable parce qu'insensé. Dans la salle, on allait en venir aux coups. Pour éviter l'expulsion violente des contradicteurs, je décidais – ce fut la seule fois dans l'histoire parfois mouvementée de nos

Mercredis – de mettre fin à l'épreuve et à la réunion. Nous n'avons jamais reparlé de cette soirée avec Pierre Vidal-Naquet. Mais elle nous a liés pour toujours.

La réunion organisée autour de Maurice Kriegel-Valrimont, le 15 décembre 1999 fut au contraire paisible, chaleureuse, impressionnante. L'ancien membre du Comité d'action militaire du CNR nous parla de la Résistance en politique et en stratégie. Il détruisit la thèse de l'attentisme du peuple français, rappela les motifs de l'insurrection parisienne de 1944, expliqua pourquoi, contrairement à la légende, les communistes français ne pouvaient un instant envisager de prendre le pouvoir à la Libération (2). Ses leçons ne seront pas oubliées.

Pierre Vidal-Naquet et Maurice Kriegel-Valrimont étaient des lecteurs attentifs et bienveillants de *Royaliste*. Par un coup de téléphone, en quelques lignes ou en quelques mots à l'occasion d'une rencontre, ils tenaient à nous le faire savoir et nous rendaient encore plus exigeants à l'égard de nous-mêmes. Que Blandine Kriegel et la famille de Pierre Vidal-Naquet sachent que nous gardons la mémoire à jamais reconnaissante de ces deux intellectuels combattants.

Bertrand RENOUVIN

(1) Pierre Vidal-Naquet, « *Les Assassins de la mémoire* », La Découverte, 1987 – réédition 2005 : prix franco : 10 €.

(2) Cf. *Vérités sur la Résistance*, dans *Royaliste* n° 753, p. 6-7.

royaliste
BIL-MAGAZINE DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : En mémoire de deux amis - p.3 : Deux bévues médiatiques - Les enjeux de la rentrée - p.4 : Un agenda chargé - p.5 : Leçons d'une guerre - p.6/7 : La Belgique ou l'État évaporé - p.8 : Un projet pharaonique - La fin de la télévision - p.9 : Mao, le sanglant timonier - p.10 : Voyage au pôle - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La France en colère.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Deux bévues médiatiques

Sarko ou Ségo ? Avant les vacances, l'obsédante question fatiguait déjà maints journalistes. Maintenant, le duel médiatique entre Elle, qui ne dit rien, et Lui qui évoque une *rupture* toujours énigmatique, provoque l'accablement.

Est-il vraiment possible que nous assistions pendant des mois à cette double opération qui mêle la communication d'un candidat de droite, la communication d'une candidate possible de gauche, la communication des instituts de sondage (qui font de bonnes affaires sur le sujet), la communication des principaux médias (qui se font de la publicité qui attire les publicitaires) et la communication personnelle des grands commentateurs qui font monter comme crème fouettée l'épastrouillante rivalité entre Ségolène et Nicolas ?

À fonctionner en circuit fermé, les gens de médias font fi de toute prudence.

Ils oublient les candidats qu'ils avaient naguère désignés pour le second tour et qui ont mordu la poussière dès le premier : Raymond Barre, Édouard Balladur et surtout Lionel Jospin.

Ils tiennent pour négligeable la candidature de Lionel Jospin qui avance à grand pas vers le champ de bataille électoral depuis sa tribune publiée dans *Le Monde* du 28 juin. Les déclarations faites fin août à La Rochelle auraient dû alerter les journalistes, qui ont préféré inventer les larmes qui n'ont pas coulé sur le visage tordu de haine (qu'on regarde une vidéo, en coupant le son)

d'un candidat qui n'a jamais accepté sa défaite ni même reconnu qu'il en avait été le principal artisan.

Ils méprisent Jacques Chirac, car ils croient à leur propre récit de la *fin de règne* d'un président qui n'a renoncé à rien. Après un petit accident de santé, Jacques Chirac a surmonté toutes les tempêtes (émeutes de novembre, révolte contre le CPE, affaire Clearstream) et s'est montré au meilleur de sa forme le 14 juillet avant d'affronter tout l'été la guerre du Liban.

De même que Lionel Jospin ne veut pas abandonner les socialistes à Ségolène Royal, Jacques Chirac fera tout pour empêcher Nicolas Sarkozy de lui succéder. L'âge des deux chefs n'est pas un handicap : comme on l'a vu avec François Mitterrand, les Français choisissent plus volontiers un homme considéré à tort ou à raison comme un *vieux sage* qu'un jeune agité.

Il n'est pas impossible que Jacques Chirac et Lionel Jospin soient à nouveau candidats, au nom des deux fractions du bloc oligarchique. Les enjeux du premier tour en seraient transformés. Et les conditions dans lesquelles se dérouleront le second tour sont encore inimaginables, à strictement parler.

Sylvie FERNOY

Les enjeux de la rentrée

La *restructuration*, souvent utilisée dans les entreprises, est maintenant destinée à s'appliquer à l'administration publique. Un décret de réorganisation de l'administration centrale de l'Éducation Nationale jette une lumière crue sur ce qui pourrait bien être le début de son démantèlement.

O nze directions correspondent aujourd'hui aux grands domaines d'intervention du ministère de l'Éducation nationale, comme par exemple l'enseignement scolaire, la recherche, l'évaluation et la prospective ou les personnels enseignants. Dans le cadre de l'application de la LOLF (1), le gouvernement vient d'annoncer la création de trois nouvelles directions. On peut applaudir à cette simplification, mais la refonte s'appuie sur une logique remettant en cause le fonctionnement de ce service public.

Prenons l'exemple de la direction des personnels enseignants. Jusqu'à aujourd'hui, selon la loi, « *elle définit et exécute la politique de recrutement et de gestion des personnels* ». Selon le nouveau décret, « *elle prépare, en liaison avec les autres directions générales, la politique de recrutement du ministère ; elle la met en œuvre en veillant à la cohérence des actions conduites par les autorités académiques* ». L'introduction de ces derniers acteurs change beaucoup de choses. Elle déplace le centre de gravité dans la répartition des pouvoirs de décision. Il semble, aux yeux des plus pessimistes, que la nouvelle disposition aboutit, au bout du compte, à la mise en place de coquilles vides, la principale fonction des nouvelles directions étant de répartir des enveloppes budgétaires - décidées à un niveau supérieur - entre les services inférieurs des différents rectorats.

Les lois déjà adoptées confiant aux régions la gestion des carrières des personnels non enseignants, de même que la plus grande autonomie des collèges et des lycées, notamment en matière pédagogique, ne peuvent que renforcer les inquiétudes. Il semble, aux yeux de nombreux responsables syndicaux, que c'est la fin de toute notion de hiérarchie dans la transmission d'objectifs définis par l'État, l'Éducation nationale n'étant plus qu'une juxtaposition d'organes.

On s'approcherait ainsi un peu plus de l'autre très fumeux concept de *flexibilité*, préalable indispensable aux yeux de Bruxelles, à la réduction massive d'effectifs dans les services publics. Il semble, cependant, qu'une telle logique se heurte à deux obstacles majeurs : les statuts d'employés des administrations centrales et de professeurs. Ceux-ci, aux yeux des plus réformateurs, font déjà figure de *derniers des mohicans*. Le plan Dutreil de fusion des corps, dont le principe est d'ores et déjà accepté par deux centrales syndicales a pour but non inavoué de les briser. Les enjeux de la rentrée se situent au-delà des sempiternelles querelles opposant les professeurs aux parents d'élèves.

Eugène MEUTHELET

(1) LOLF : Loi Organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, signée par Lionel Jospin et Laurent Fabius et censée substituer la culture des résultats à celle des moyens.

Un agenda chargé

Entre la baisse du pouvoir d'achat, la réforme du dialogue social, la fusion Suez - Gaz de France, la suite du plan emploi du gouvernement, l'augmentation des honoraires des généralistes... la rentrée sociale, qui a débuté plus tôt que d'habitude, s'annonce particulièrement chargée.

Certains, au PS, auraient souhaité voir les syndicats se mobiliser contre la privatisation de Gaz de France, comme ils l'avaient fait contre le Contrat première embauche (CPE) en début d'année. C'était ignorer que si les organisations syndicales avaient aussi fortement et longuement rassemblé leurs troupes contre le CPE ce n'était que contraintes et forcées par la mobilisation de la jeunesse. Par ailleurs, l'unité syndicale, qui – déjà – tenait du miracle pendant cette crise, ne s'est pas reconstituée contre la fusion de Suez et de Gaz de France (la CFDT y étant favorable). Enfin, les organisations de salariés n'ont pas forcément envie d'en découdre, à nouveau, avec le gouvernement qui joue sur du velours dans cette affaire. En effet pendant que les députés bataillent ferme autour des cinq tonnes d'amendements déposés par l'opposition contre le projet de fusion, Jean-Louis Borloo et Gérard Larcher, les deux ministres du pôle dit *social* du gouvernement, consultent : depuis fin août, les confédérations sont reçues tour à tour pour livrer leur approche de la réforme du dialogue social.

Ainsi, pendant que l'indépendance énergétique de la France se joue devant la représentation nationale, les syndicats, eux, discutent de leur avenir. Avouons que c'est quand même beaucoup plus

important... Ironie mise à part, derrière cette réforme du dialogue social, ce sont les fondements actuels de la démocratie qui pourraient être remis en cause. Dominique de Villepin souhaiterait en effet qu'une loi oblige les gouvernements et les parlementaires à consulter les partenaires sociaux en amont de tout projet ou proposition de loi touchant le code du travail. En soi, l'idée est bonne qui permettrait d'éviter certaines crises : elle est d'ailleurs inscrite dans le préambule de la loi Fillon sur la formation professionnelle continue et le dialogue social (2004).

Là où le bât blesse, c'est que le gouvernement pourrait accéder aux revendications de la CFDT et du Medef qui souhaitent que les partenaires sociaux puissent se substituer au législateur pour qu'un accord soit purement et simplement transformé en loi sans que le gouvernement et le Parlement - qui légifère au nom de l'intérêt général - aient leur mot à dire... Seules, à ce jour, la CFTC et la CGT-FO défendent les prérogatives du législateur ; la CGT observe, car la réforme du dialogue social pourrait également entraîner une recomposition syndicale favorable aux deux grandes centrales actuelles : la CFDT et la CGT. La première s'agrégerait l'Unsa et renforcerait ainsi sa présence dans la Fonction publique ; serait alors créé un pôle réformiste qui accompagnerait les *néces-*

saires réformes du système social français, entendez par là sa casse ; la seconde rassemblerait des organisations comme la FSU et SUD, et se contenterait d'encadrer la contestation.

Resteraient la CGT-FO, la CFTC (actuellement les deux seules confédérations qui refusent de se couler dans le moule : la première, parce qu'elle est traversée par des forces centripètes, la seconde, parce qu'il lui reste quelques valeurs) et la CFE-CGC (dont l'avenir est suspendu à la pérennité des caisses de retraite complémentaire des cadres). Une fusion serait-elle possible entre elles ? Sur quelles bases ? Avec quels militants ? Autant de questions qu'elles devront, un jour, se poser.

L'autre sujet phare de cette rentrée sociale : la troisième phase du plan emploi présenté le 31 août, à Troyes, par Dominique de Villepin. Ce qui frappe, à l'analyse des annonces faites par le Premier ministre ce jour-là, c'est la vacuité de son discours et l'absence d'un grand projet mobilisateur. Une seule proposition mérite qu'on s'y arrête : la suppression de la contribution sociale patronale pour les très petites entreprises au niveau du Smic. Cette mesure, comme beaucoup d'autres qui seront prises au cours des huit prochains mois (la hausse des honoraires des médecins généralistes en fait partie), est d'abord destinée à *soigner*

l'électorat de l'UMP, dont les petits patrons. Sans entrer dans le détail, les allègements de *charges* - comme les nomment le patronat, les politiques (de droite comme de gauche), mais aussi certains syndicalistes et salariés - favorisent les bas salaires, les emplois peu qualifiés, ils sont coûteux pour le budget de l'État et inefficaces en termes de création d'emplois. Entrés en vigueur en 1993, ces allègements n'ont d'ailleurs jamais été véritablement évalués : au mieux, ils auraient contribué à créer soixante-dix mille emplois en dix ans. Ils sont, enfin, catastrophiques pour le budget de la Sécurité sociale, l'État ne compensant pas intégralement les baisses de cotisations sociales, elles sont de fait pris en charge par la Sécu qui finance la politique pour l'emploi des gouvernements.

Dernier grand sujet de cette rentrée : pour répondre à la baisse du pouvoir d'achat des ménages et à la hausse du coût de la vie dont ne rend pas compte l'indice Insee, le gouvernement a décidé de créer un chèque transport et de doubler l'augmentation de la prime pour l'emploi. Tant mieux pour ceux qui en bénéficieront, mais ce faisant, la droite remplace la politique salariale par des ersatz défiscalisés et exempts, encore une fois, de cotisations sociales, et dédouane les entreprises de leur responsabilité sociale puisque c'est l'État qui compense par l'impôt l'absence des augmentations de salaires. L'objectif à plus ou moins long terme est de parvenir, comme le réclamait Ernest-Antoine Seillière, alors président du Medef, à ce que les salariés de France soient payés au prix du marché (c'est-à-dire du travailleur chinois, dans les mêmes conditions de travail et de protection sociale, bien entendu...) et que, si le gouvernement souhaite qu'il soit payé plus, c'est à lui de le faire via l'impôt, donc le contribuable. On en arrive, ainsi, à cette absurdité que pour travailler, il va bientôt falloir payer.

Nicolas PALUMBO

Leçons d'une guerre

La guerre au Liban n'est pas terminée. Elle pourrait n'être que le prélude à un nouveau conflit moyen-oriental à l'échéance 2007, susceptible de modifier la donne électorale en France.

La résolution 1706 du Conseil de Sécurité a permis un repli en ordre des forces israéliennes et un début de reconstruction d'un Liban à nouveau martyrisé pour des raisons qui le dépassent et qui concentrent l'ensemble des enjeux régionaux et internationaux. Cette première manche se conclut sur une simple victoire aux points. Pas de K.O. Vainqueurs : le Premier ministre libanais Fouad Siniora pour avoir su imposer l'idée de génie d'un déploiement de l'armée libanaise au sud, le Hezbollah pour n'avoir pas perdu, Romano Prodi pour avoir su saisir la chance de jouer un rôle moteur en Méditerranée au nom de l'Europe. Perdants : le Premier ministre israélien Ehud Olmert qui n'a pas su assurer la défense d'Israël, les arabes modérés abandonnés à eux-mêmes, la diplomatie américaine absente.

Mais la guerre n'est pas finie. Ce n'est qu'une trêve. Et les apparences peuvent être trompeuses, même s'il ne faut pas négliger les effets au niveau des représentations. Israël est durablement atteint, de même qu'après le revers initial de la guerre du Kippour en 1973, en son point le plus vulnérable : sa capacité militaire. Il a donné l'impression qu'il ne disposait plus des moyens suffisants pour faire face à des conflits de proximité et somme toute de basse intensité. La population, qui s'était rassurée à bon compte avec les promesses d'un recentrage politique et d'une paix unilatérale, connaît des réveils douloureux et

lourds de conséquences internes et externes : nécessité d'un réarmement technologiquement sophistiqué, abandon d'une posture de normalisation, réexamens stratégiques et géopolitiques, recherche d'une nouvelle direction intérieure. En clair, Israël sera incité à se projeter plus loin vers la Syrie d'abord et vers l'Iran.

Sans doute est-ce exactement ce qu'escomptait le président Bush repris en mains par le vice-président Cheney et ses conseillers néo-conservateurs proches d'Israël après une phase où Condi Rice avait réussi à battre en brèche leur influence. En bon agent électoraliste, Bush laissera passer les élections à mi-parcours au Congrès en novembre prochain, comme il l'avait fait en 2002 avant d'engager l'intervention en Irak. La Maison Blanche n'aura plié dans cette bataille localisée que pour mieux rebondir globalement.

Le Hezbollah a gagné dans les têtes et les cœurs de la rue arabe, obligeant les régimes modérés à composer. Mais il est durablement affaibli militairement, ce qui était l'objectif recherché. En cas de déflagration plus lointaine, Israël ne devait plus encourir d'éventuelles représailles civiles en provenance ni du sud-Liban (ou de la plaine de la Bekaa ou du Golan, autant dire de la Syrie) ni de la Bande de Gaza. Tsahal n'en est que plus libre de frapper au-delà, y compris en Iran pour y détruire les installations nucléaires.

Dans ce panorama, demeure un acteur dont l'intérêt grandit

à proportion du danger : la France et singulièrement son président actuel. Son rôle a été décisif sur le terrain au profit des populations et pour élaborer une issue diplomatique. En contrepartie, il n'a pas vraiment réussi à entraîner l'Union européenne. Chef des Armées, il n'a convaincu qu'avec la plus grande peine les chefs militaires de sa propre armée de faire porter un casque bleu à deux mille de ses meilleurs hommes et de se réengager en terre d'Islam, aux frontières d'Israël. Si la situation redevenait explosive, l'onde de choc atteindrait le microcosme politique français tout entier, comme celui des grands pays musulmans. L'implication de la Turquie dans la FINUL renforcée, qui démontre s'il le fallait la portée de l'enjeu présent et l'importance de son alliance, ne s'est pas faite sans un débat devant son Parlement. La France n'y échappera pas.

En pleine campagne électorale, une grave crise au Moyen-Orient, avec ses répercussions à la fois dans les pays musulmans et en Israël, modifierait substantiellement la donne. Elle favoriserait normalement le pouvoir en place. Nul candidat à la candidature ne peut aujourd'hui l'exclure. Toutes les querelles politiques et les équations personnelles se trouveraient balayés d'un trait. Le précédent de l'opposition française à l'intervention américaine en Irak, qui avait montré la voie à Villepin, est encore dans toutes les têtes. Compte tenu du calendrier américain, la fin de l'année ou le mois de janvier devrait être le moment crucial. C'est la date à laquelle le président Chirac a annoncé qu'il ferait connaître ses intentions.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GÉORGIE** – Le Ministre de l'Intérieur a fait arrêter le 6 septembre les principaux responsables du *Mouvement anti-Soros* accusés d'avoir voulu fomenter un coup d'État, financé par la Russie, pour renverser le président Mikhaïl Saakachvili. Ce mouvement rassemble diverses organisations dont le *Parti de la Justice* de l'ancien ministre de la Sécurité Igor Giorgadze qui vit en exil à Moscou et le *Parti Monarchiste conservateur* dirigé par Teimuraz Zhorzholiani qui fait partie des personnes arrêtées. Ce « complot » arrive à point nommé pour désorganiser l'opposition à l'approche des prochaines élections municipales.

Le *Parti Monarchiste conservateur* milite pour l'établissement d'une monarchie constitutionnelle dans une Géorgie indépendante en faisant appel à l'ancienne dynastie régnante des Bagratides dont l'actuel Chef de Maison est le prince Jorge de Bagration, ancien pilote de Formule 1, âgé de 62 ans qui vit en Espagne.

♦ **BHOUTAN** – Le Bhoutan prévoit d'organiser deux simulations de scrutin pour préparer les premières vraies élections générales prévues en 2008 pour transformer le royaume en monarchie parlementaire. La première simulation doit avoir lieu en début 2007 et la suivante à la fin de la même année. Rappelons que le roi Jigme Singye Wangchuck, âgé de 50 ans, avait annoncé en décembre qu'il abdicquerait avant le scrutin de 2008 en faveur de son fils aîné, le prince héritier Jigme Khesar Namgyal Wangchuck, 26 ans.

♦ **NOUVELLE-ZÉLANDE** – La reine des Maori, Te Atairangikaahu (Te Arikinui) est décédée le 15 août en Nouvelle-Zélande à l'âge de 75 ans, après quarante années de règne. Helen Clark, Premier ministre néo-zélandais, a déclaré « *Avec une dignité, une humilité, un humour et une chaleur discrètes, Te Atairangikaahu a accompli énormément pour la Maoritude en Nouvelle-Zélande (...)* elle a été le monarque Maori qui a servi le plus longtemps. Elle a été en pointe de nombreuses initiatives, de la revitalisation du Maori au sein de l'éducation, des services sociaux, ainsi que de la promotion de la culture Maori dans les domaines de la culture, des arts et du sport ». C'est le fils aîné de la reine défunte, Tuheitia Pahi, 51 ans, qui a été officiellement intronisé en tant que roi des Maori. Il remplit un rôle non constitutionnel et n'a pas de pouvoirs légaux mais dispose d'un pouvoir symbolique très important.

♦ **TONGA** – Le roi Taufa'ahau Tupou IV, roi de Tonga, est décédé le 11 septembre à l'hôpital de la Pitié d'Auckland (Nouvelle-Zélande) à l'âge de 88 ans. C'est son fils aîné, le prince héritier, qui lui succède sous le nom Taufa'ahau Tupou V. Le nouveau monarque, âgé de 57 ans, a officiellement prêté serment le lendemain au cours d'une brève cérémonie au Palais royal de la capitale Nukualofa. Sa prise de fonctions officielle et cérémonielle ne devrait toutefois pas intervenir avant plusieurs mois, le royaume de Tonga étant dès maintenant entré dans une période de deuil national.

La Belgique ou l'État évaporé

Amis de la Belgique et soucieux de son unité, nous observons avec inquiétude, depuis bien des années, son évolution politique et institutionnelle. Nous avons souvent dit que le Roi était le garant de l'unité de la Belgique. Et si c'était la Belgique qui, maintenant « tenait le Roi » ? Telle est une des questions essentielles que pose Henry Barvaux, citoyen belge et juriste confirmé, au fil d'une analyse rigoureuse : celle d'une opération chirurgicale qui se déroule sous anesthésie et au terme de laquelle le peuple belge sera placé devant le fait accompli.

Mais la Belgique n'est pas la Tchécoslovaquie...

La Belgique vient de commémorer le 175^e anniversaire de son indépendance, et l'habit festif et convivial donné à cet événement par les autorités fut un voile pudique destiné à cacher les tensions centrifuges, particulièrement vives ces dernières années.

La Belgique n'est en effet pas un État qui a évolué vers une dislocation par rupture soudaine et brutale des fractions territoriales entre deux ou trois entités de droit public nouvelles, mais un État qui s'évapore, c'est-à-dire qui perd ses compétences tout en restant en théorie une entité de droit public classique, mais en fait dépouillée par étapes des prérogatives d'un État souverain.

La logique fédérale

La Belgique est un État fédéral de droit, ce principe étant le caractère fondamental de sa constitution depuis 1994. Cette situation juridique représente la phase finale d'une évolution commencée en 1970. Des pouvoirs décentralisés sont devenus concurrentiels à l'État fédéral : les Régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles) au plan géographique et les Communau-

tés (flamande, française et allemande) au plan linguistique. L'ensemble procède d'un écheveau complexe - voire embrouillé - de compétences dont l'origine commune est la revendication constante d'accroissements de pouvoirs au détriment de l'État fédéral. Cette revendication fut constamment satisfaite, par étapes, depuis 36 ans.

Le mouvement n'est pas arrêté.

Les Régions se sont emparées des pans fondamentaux de l'économie et de l'emploi.

Elles gèrent l'aménagement du territoire, l'environnement, le logement, l'agriculture, l'énergie, les travaux publics et les transports.

Elles déterminent et perçoivent les droits d'enregistrement, les droits de succession et l'impôt sur le patrimoine immobilier.

Les Communautés ont accaparé l'enseignement, la culture, la santé, les sciences, la recherche, la jeunesse, les sports et l'emploi des langues.

Régions et Communautés ont développé des réseaux de relations extérieures

propres, allant jusqu'à ouvrir - notamment à Paris - des antennes officielles qui se transforment en ambassades sans le nom. Des traités internationaux sont négociés et conclus avec des États étrangers ou avec des entités fédérées d'autres États fédéraux.

La logique supranationale

Un État souverain dispose de prérogatives régaliennes que la Belgique a concédées avec facilité, quand ce ne fut pas avec enthousiasme, car toute dévolution de compétence à une autorité supranationale évacue hors frontières les tensions intérieures, estimées insolubles, liées à cette compétence.

La défense a été confiée à l'O.T.A.N. pour sa philosophie et à l'Eurocorps pour son exécution.

La Belgique a accueilli sur son sol avec empressement le siège de l'Alliance et le siège du Commandement Suprême Allié lorsque la France gaullienne n'en a plus voulu.

La monnaie a été dévolue à la Banque Centrale Européenne.

Les affaires extérieures et la coopération au développement ont été sacrifiées largement aux ambitions avérées de l'Union européenne d'installer une politique concertée de l'Union, dont les politiciens belges sont sans doute les partisans les plus chauds.

La levée des impôts a été amplement subjuguée aux décisions et vœux des autorités de l'Union européenne, la matière de la taxe sur la valeur ajoutée consistant désormais à intégrer en droit interne les directives européennes et la matière de l'imposition des bénéfices des

sociétés s'inspirant de plus en plus des tendances à l'harmonisation, au prétexte de lisser les concurrences fiscales sur le territoire de l'Union.

La justice, quoique restée en façade indigène, accorde un rôle de plus en plus important à l'autorité de la Cour de Justice des Communautés européennes de Luxembourg, ce qui implique, par la police qu'exerce cette Cour sur le respect des traités, de l'investir juge suprême et de référence de toute la vie économique, dont au premier chef les règles de la concurrence commerciale.

Quant aux institutions judiciaires uniques (Cour de Cassation, Cour d'Arbitrage, Conseil d'État), elles sont divisées à l'intérieur en chambres linguistiquement homogènes et étanches.

Le renversement sournois de la compétence plénière

Au départ de la construction classique d'une structure étatique fédérale, le pouvoir fédéral concède aux entités fédérées certaines de ses compétences régaliennes et conserve par-devers lui la compétence plénière, la subsidiarité demeurant l'exception. Dans la Belgique d'aujourd'hui, l'évolution est proche du dénouement de l'antithèse : ce sont les entités fédérées qui ont conquis les compétences exclusives dans la majorité des matières, et c'est la compétence plénière du pouvoir fédéral qui est grignotée par les modifications successives du droit public, même si ce principe n'est pas inscrit dans la Loi fondamentale. Les compétences que les entités fédérées n'ont pas conquises, l'État fédéral les a consenties complaisamment et sans retour à des autorités supranationales.

La finalité de l'évaporation

Les forces centrifuges qui redessinent le visage constitutionnel de la Belgique depuis plus de 35 ans sont politiques davantage que populaires. Les partis politiques ont peu à peu réalisé leur fantasme d'une dislocation de l'État belge de 1830, pour conduire leurs électeurs abusés vers des destins flous. La stratégie de l'évaporation de l'État fédéral, qui chemine vers son accomplissement, s'inspire de deux desseins essentiels. Le premier est qu'il faut mettre le Peuple devant le fait accompli par une progression lente et indécodable par le commun des mortels, comme une opération sous anesthésie, suivie d'un réveil avec le constat que le but politique est atteint : l'État fédéral n'existe plus, mais ce fut une euthanasie, il n'a pas souffert. Cependant, l'évolution

est irréversible, il n'y aura pas de résurrection. Le second est qu'il faut procéder pour qu'à aucune étape, y compris le constat du décès, la violence ne soit nécessaire, car quelles que soient leur localisation, leur langue, leurs convictions philosophiques ou leurs préférences politiques, les Belges, à leur honneur, détestent la violence. La manière dont la Yougoslavie a éclaté leur fait horreur.

Le Roi

Le Roi est la clef de voûte du système constitutionnel. Cependant, il joue ce rôle au niveau fédéral uniquement. Les partis politiques ont soigneusement veillé à ce que les compétences des entités fédérées s'exercent sans lui, qui ne signe ni ne promulgue les décisions de leurs assemblées et ne nomme ni ne révoque leurs gouvernements.

Au niveau supranational, la présence du Roi aux innombrables réunions internationales à Bruxelles ne doit pas tromper le spectateur : cette présence est celle d'un amphitryon.

Le Roi est le chef tutélaire d'un espace juridique qui est une peau de chagrin.

Autrefois les optimistes disaient « *Le Roi tient la Belgique* ».

Aujourd'hui les lucides disent « *La Belgique tient le Roi* ».

Aux yeux des politiciens qui espèrent proche leur but, à savoir la dislocation de la Belgique et l'accès des entités fédérées à la souveraineté ou leur rattachement à certain État souverain voisin et ami, selon leurs penchants, leurs appétences ou leurs rêves, le Roi devient encombrant, car le Peuple y est majoritairement attaché, et pour la raison première que le Roi n'est pas un politicien mais un arbitre. Ce contexte, malsain par son hypocrisie, explique les critiques dont le chef de l'État, comme d'ailleurs le Prince héritier, sont les cibles depuis le début du présent règne, de la part des médias depuis longtemps acquis aux thèses *divorcistes*, et chez qui la mauvaise foi est devenue une méthode.



L'avenir

L'auteur de cette modeste contribution n'est pas un devin.

Toutefois, il souhaite dissuader les prédicateurs d'une illusion, qui a sa source dans le précédent tchécoslovaque. Des esprits candides prennent pour exemple le divorce sans douleur entre la Tchéquie et la Slovaquie. C'est oublier un paramètre essentiel : avant le divorce, les Tchèques voyaient Prague comme *leur* capitale et les Slovaques voyaient Bratislava comme *leur* capitale. En Belgique, la capitale, Bruxelles, est l'enfant unique et chacun des époux actuels voudra exercer le droit de garde. La procédure de séparation est dès lors condamnée à se crispier dans son chapitre final. Quant au projet de faire de Bruxelles un ersatz de *District of Columbia* pour l'Europe en copiant le modèle de Washington, il est peu réaliste car inexportable, les ratios de taille entre Washington et les États-Unis, d'une part, entre Bruxelles et la Belgique, d'autre part, étant sans commune mesure, loin s'en faut.

Par contre, à défaut d'idée géniale dans les temps futurs, il existe pour l'Europe un risque réel de laisser recréer un nouveau Berlin-Ouest, ce qui serait un clin d'œil particulièrement pervers de l'Histoire.

Henry BARVAUX

Un projet pharaonique

Wikipédia est une encyclopédie mondiale multilingue qui se développe sur La Toile. Ses rédacteurs ne sont autres que ses utilisateurs qui peuvent, d'une manière interactive, écrire, modifier, corriger tous les articles de l'encyclopédie. Ce concept étonnant a ses avantages et ses faiblesses. État des lieux.

Créée en janvier 2001 par Jimmy Wales, un homme d'affaires étatsunien, Wikipédia comporte aujourd'hui plus de quatre millions six cent mille articles, en plus de deux cents langues différentes. L'anglo-américain arrive largement en tête avec plus d'un million trois cent mille articles, suivi par la langue allemande (445 000), le français en troisième position (342 000), viennent ensuite le polonais, le japonais et le flamand. Et la croissance du nombre des articles est exponentielle.

Le principe - révolutionnaire - d'une encyclopédie écrite par ses propres utilisateurs est à la fois un gage de richesse : plus de 12 000 personnes pour la partie française apportent leur contribution régulière, et un risque quant à la qualité des articles puisque n'importe qui peut écrire éventuellement n'importe quoi... L'on y trouve donc à la fois le meilleur et le médiocre, mais le système s'autocontrôle relativement bien puisque ce qui s'écrit est sous la surveillance permanente des autres contributeurs.

Restent les sujets *sensibles* liés à l'actualité, controversés ou objet de polémiques récurrentes. Là, faute d'un accord amiable et consensuel entre les rédacteurs pour obtenir un point de vue *neutre*, interviennent des *wikipompiers* chargés de raisonner les adversaires et en cas de besoin se réunit un comité d'*arbitres* qui peut décider d'interdire les mo-

difications sur un article ou sanctionner un rédacteur en lui interdisant d'intervenir sur Wikipédia.

Wikipédia a fait l'objet d'un certain nombre d'attaques très vives mettant en cause sa fiabilité générale et le risque de manipulations mal intentionnées. Mais ces reproches ne seraient-ils pas ceux que l'on peut adresser à tout ce que l'on trouve sur La Toile ? Les sites au contenu contestable voire même mensonger sont légions et seul un bon esprit critique permet de faire des comparaisons et le tri des informations. D'ailleurs Wikipédia elle-même avertit ses utilisateurs : « *Personne ne garantit la validité, ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la pertinence des informations contenues dans Wikipédia* ».

Quoiqu'il en soit Wikipédia est devenu un phénomène incontournable, consultée chaque jour par des dizaines de milliers de personnes. Reste, pour nous, la possibilité d'en améliorer le contenu sur les sujets que nous connaissons. Le fonctionnement détaillé du projet n'est pas toujours évident, même s'il fait l'objet de nombreuses pages internes de l'encyclopédie, mais heureusement, sur le sujet, un petit livre vient d'être édité qui peut servir de guide (1). Alors, n'hésitez pas : rendez-vous sur Wikipédia (2).

Yvan AUMONT

■ (1) Sébastien Blondeel - « *Wikipédia, comprendre et participer* », 2006, Éd. Eyrolles - prix franco : 7,50 €.

■ (2) <http://fr.wikipedia.org>

La fin de la télévision

Auteur avec Dominique Wolton d'un ouvrage de référence sur la *folle du logis*, Jean-Louis Missika annonce que la télévision, au faîte de sa gloire statistique, est en train de mourir sous nos regards distraits.

La direction de TF1 a annoncé début septembre la suppression du film du dimanche soir. Ce rendez-vous populaire, qui datait du service public, succédait à la non moins fameuse *grand'messe* du 20 heures : ce soir là, un immense public glissait tout naturellement, après la météo et la pause publicitaire, de l'information à la distraction - l'une et l'autre de plus ou moins bonne qualité.

Cette décision, Jean-Louis Missika l'avait prévue et expliquée avant l'heure dans son remarquable essai sur la « *fin de la télévision* » (1). La suppression d'une soirée consacrée en première partie à un film, souvent vu et revu, n'est pas significative en elle-même - et le fait que le modèle *Grande Vadrouille* soit remplacé par des séries américaines est secondaire. Le point important, c'est que la principale chaîne française renonce à rassembler un maximum de téléspectateurs, non parce qu'elle a perdu son savoir-faire mais parce qu'on ne peut plus fédérer un public qui devient toujours plus volatil.

Dans sa première époque (*paléo-télévision*) les étranges lucarnes attiraient un public fasciné par le nouveau média - et non, comme on l'a cru, par l'excellente qualité de certaines émissions. Puis la *néo-télévision* - celle des années quatre-vingt - remporta d'im-

menses succès populaires grâce aux *reality show*. Mais nous sommes entrés selon Jean-Louis Missika dans la *post-télévision* : grâce au magnétoscope, au DVD, à la Toile, chacun peut composer son propre programme, quand il veut, à partir d'émissions réalisées par des chaînes de plus en plus spécialisées (histoire, jeunesse, religion...).

La néo-télévision continue d'exister et ses spectateurs se chiffrent encore par dizaines de millions, mais le mouvement de destruction est largement engagé : le média médiatise de moins en moins, les téléspectateurs sont remplacés par des internautes qui choisissent leurs informations, font circuler à leur guise documents et témoignages, achèteront (ou copieront) de plus en plus leurs émissions et leurs films sur Internet...

On peut contester l'analyse fondamentale de Jean-Louis Missika selon laquelle la post-télévision serait l'effet d'une post-modernité caractérisée par la disparition des classes sociales. Mais la révolution annoncée dans le divertissement, l'information et la culture est certaine et, à bien des égards, libératrice.

Jacques BLANGY

■ (1) Jean-Louis Missika - « *La fin de la télévision* », Seuil, La République des Idées, 2006, prix franco : 11 €.

Mao, le sanglant timonier

Si l'on se reporte à une quarantaine d'années derrière nous, c'est avec stupeur que l'on se rend compte que l'occident dans son ensemble a vécu comme fasciné par le mythe maoïste. Il ne s'agit pas seulement des phénomènes idéologiques de type groupusculaire affectant les jeunes d'extrême gauche. Même un Alain Peyrefitte s'est laissé prendre à la légende et à la propagande du régime, croyant sincèrement que Mao Tsé-toung avait apporté à son peuple de quoi manger à sa faim dans l'attente d'une explosion de la puissance chinoise. Il est vrai que cette dernière constituait l'objectif principal du grand Timonier. Mais elle ne fut jamais réalisée du vivant de Mao. C'est seulement après lui que des dirigeants comme Deng Xiaoping se libérèrent de l'épouvantable système d'oppression pour donner un peu d'air à un peuple martyrisé et préparer les conditions de l'actuelle explosion économique. À part Simon Leys et quelques rares observateurs informés et lucides, le brouillard fut complet. Il suffit d'évoquer notre Malraux en ses *Antimémoires* rappelant le souvenir saisissant de la longue marche, d'un Nixon et d'un Kissinger accourant aux pieds du despote ou encore le président Giscard d'Estaing saluant avec lyrisme la disparition d'un des plus grands criminels de l'histoire...

Car il n'y a pas à hésiter sur les qualifications. L'immense travail de documentation et d'enquête qu'ont réalisé Jung Chang et Jon Halliday pour préparer la première biographie complète de Mao Tsé-toung ne laisse place à aucun atermoiement : « *Mao Tsé-toung, qui pendant vingt-sept ans détint un pouvoir absolu sur un quart de la population du globe, fut responsable de la mort d'au moins soixante-dix millions de personnes en temps de paix, plus que tout autre dirigeant au XX^e siècle.* » Aucune circonstance atténuante n'est à envisager. Tout ce qu'on peut alléguer sur la situation de la Chine au début du vingtième siècle, sur la légitimité du communisme à aider les peuples à se libérer, sur le choix maoïste de privilégier l'émancipation de la paysannerie, tout cela se trouve balayé par l'étude minutieuse des faits. Mao n'a même jamais été l'idéologue salué par nos intellectuels. C'est un dirigeant complètement cynique, occupé de la seule conquête du pouvoir à des fins purement personnelles et hégémoniques. Il veut toute la puissance possible, devenir le maître du monde et il faut dire qu'il est prodigieusement doué pour cela. Rarement on vit une intelligence stratégique et tactique aussi rouée, aussi calculatrice, aussi sûrement intuitive dans ses jugements et ses choix pratiques.

Le marxisme et le communisme ne furent jamais pour lui que des prétextes pour satisfaire son ambition sans limites. S'il existe une énigme Mao elle ne réside que dans l'éveil d'une pareille volonté de puissance. Comment un personnage né dans un obscur canton de l'empire du milieu a-t-il pu concevoir en lui-même cette démesure absolue juste tempérée par le sens de la manœuvre et de l'élimination du rival ? Car c'est la seule chose vraiment fascinante dans cette sinistre affaire. Le parti communiste qui n'est à l'origine que très peu de chose suscite l'intérêt du futur maître de la Chine uniquement parce qu'il est à sa portée et que son habileté et sa

mentalité de gangster en feront l'instrument de son dessein. Une Simone de Beauvoir pourra s'extasier sur la grande camaraderie des dirigeants communistes après avoir affirmé que le pouvoir de Mao n'est pas plus dictatorial que celui exercé par Roosevelt pendant la guerre ! Une telle cécité intellectuelle est confondante. Elle ne déshonore pas seulement la philosophe, elle atteste un décalage abyssal entre le rêve de l'idéologue et la réalité qui n'est que règlement de compte, purges et fusillades quand le raffinement n'exige pas tortures et enterrement des vivants.

Suivre le long déroulement de cette biographie, minutieusement analysée par nos deux historiens c'est s'engager dans une descente aux enfers qu'aucune station n'adoucirait. La seule respiration que j'ai trouvée dans ce livre fleuve concerne le destin de la seconde épouse de Mao, Yang Kaihui, que la désinvolture de son mari livre sans défense à l'ennemi nationaliste. Cette femme étonnante affrontera le supplice suprême avec la détermination d'une martyre chrétienne des origines. Ses derniers textes, admirables, montrent une femme dépouillée d'elle-même, toujours amoureuse, mais convertie à

la bonté intégrale qui frappe d'inanité les prétextes idéologiques et les folies dominatrices. Le plus fort c'est que Mao aurait pu la sauver, mais ne bougera pas le petit doigt. Tout juste eut-il conscience de la force dont il avait été aimé. Mais même Kaihui n'avait pu émouvoir ce monstre d'indifférence, ce criminel endurci.

D'un bout à l'autre de sa carrière, Mao n'a qu'une obsession : ne pas perdre la main, dominer et supprimer qui risque de lui disputer son pouvoir. Pour éliminer un rival il n'hésite pas sacrifier délibérément une armée communiste en l'envoyant à un massacre inutile. Son savoir-faire indiscutable le rendra indispensable à Staline.

L'objectif du grand Timonier est d'acquiescer une puissance militaire qui fera de la Chine rouge la partenaire de l'Union soviétique et des États-Unis. Il lui faut donc une industrie appropriée dont les Soviétiques pouvaient lui livrer les bases en même temps

que les armes indispensables au renforcement de l'armée rouge. Sa seule monnaie d'échange ce sont les ressources alimentaires du pays, pourtant insuffisantes à nourrir le peuple. Il s'en moque éperdument. L'organisateur communiste affamera des dizaines de millions de paysans contraints de livrer leurs récoltes. Ce n'est pas le moindre paradoxe que celui qui sera considéré comme l'idole de son peuple et le guide mondial des opprimés sera justement le despote qui dans l'histoire aura le plus méprisé ses semblables. Vivant dans le luxe, retiré complètement de la vie sociale, il observera les choses du seul point de vue de son intérêt le plus égoïste.

La fameuse révolution culturelle avec ses gardes rouges, qui fera tellement fantasmer nos intellectuels progressistes et nos jeunes gauchistes français est une horreur absolue. C'est une manœuvre gigantesque pour récupérer une autorité que Mao est en voie de perdre sur l'appareil du parti. Il s'agit donc de déstabiliser ce parti en déchaînant la révolte la plus sauvage de la jeunesse au prix d'une nouvelle catastrophe économique et d'une anarchie généralisée. Que lui importent les millions de victimes puisqu'il parvient à ses fins, et moribond, peut contempler ses rivaux humiliés, pendant que Nixon et Kissinger viennent lui faire la cour et le monde entier chanter sa louange. Comment ne pas exprimer sa reconnaissance à Jung Chang et Jon Halliday de leur solide travail pour mettre fin à une des pires impostures de l'histoire contemporaine ! Il reste à souhaiter au peuple chinois un tout autre destin que celui inventé par son maléfique tyran.

■ Jung Chang & Jon Halliday - « *Mao, l'histoire inconnue* », Gallimard, prix franco : 29 €.

par Gérard Leclerc



Voyage au pôle

Il y a un siècle, Philippe, duc d'Orléans, partait explorer les régions polaires, montrant ainsi qu'un prince en exil pouvait encore planter le drapeau tricolore quelque part. Le duc de Vendôme, parti sur les traces de son arrière-grand-oncle, nous rappelle que l'action d'une dynastie s'inscrit aussi dans la longue durée.

Sur de nombreux points, le voyage dans l'océan glacial Arctique effectué par le duc d'Orléans en 1905 et celui accompli à l'automne de l'année dernière par le duc de Vendôme sont très comparables. Ils consistent tout d'abord en la découverte d'un milieu bien différent du nôtre, le monde polaire. Le prétendant au trône exilé depuis 1886, après une courte expédition en Norvège et au Spitzberg l'année précédente, explore en 1905 l'Arctique et ses côtes à bord d'un fameux trois-mâts, le *Belgica*. Le navire avait été précédemment utilisé en 1896 par l'expédition polaire dirigée par le commandant de Gerlache et à laquelle participaient Roald Amundsen et Frederick Cook qui devaient devenir célèbres les années suivantes pour leurs explorations du Grand Nord. Le duc d'Orléans fera encore deux expéditions polaires en 1907 et en 1909.

C'est à bord d'un navire russe, le *Grigoriy Mikheev*, qu'un siècle plus tard le prince Jean de France a pris place pour un voyage plus court, mais pas moins aventureux, en suivant presque le même itinéraire, entre Spitzberg et Groenland. Hier comme aujourd'hui, également, le danger et l'esprit de solidarité peuvent être éprouvés. Les rencontres imprévues avec les animaux sauvages sont toujours possibles, et l'on ne s'en sort qu'avec un bon fusil tou-

jours à portée de main. L'expédition du duc d'Orléans vient en aide à l'équipage d'un navire fracassé, tandis que celle du duc de Vendôme secourt un trappeur immobilisé sur la banquise parce que ses chiens sont tombés malades. Le passage du quatre-vingtième parallèle nord donne lui aussi toujours lieu à quelques libations sortant de l'ordinaire, tant le nombre des heureux élus ayant franchi le cercle polaire est encore restreint.

Mais aussi enrichissant qu'il soit, l'esprit d'aventure ne peut seul nourrir l'exploration. Les trois expéditions que le duc d'Orléans a faites en Arctique ont incontestablement favorisé la science. Le prince, chasseur, explorateur et naturaliste laisse une œuvre importante. Il est l'auteur de trois ouvrages sur l'Arctique, dont l'un sur les fonds marins qui obtient le grand prix de l'océanographie française en 1908. Certains des animaux naturalisés exposés dans la Grande Galerie de l'Évolution, au Jardin des Plantes à Paris, sont des trophées de chasse. Durant le grand voyage de 1905, une île et des terres sont découvertes, où les Danois conservent encore aujourd'hui un *cap Philippe*.

Parcourir des yeux une carte de l'océan glacial Arctique revient curieusement, presque, à feuilleter le bottin mondain. Cap Bismarck, glacier Monaco, fjord du roi Oscar et

autres terres des rois Frédéric et Christian nous rappellent la passion de nombreux souverains pour l'exploration. Et l'intérêt pour les pôles ne semble pas retomber. Jean de France était précédé de deux semaines par l'expédition du prince souverain Albert II de Monaco (1), parti lui sur les traces de son aïeul, Albert I^{er}, l'un des fondateurs de l'océanographie. À plusieurs reprises, Frédéric de Danemark s'est déplacé au Groenland, terre de son royaume, où il ne manque jamais d'apporter un appui discret mais ferme aux défenseurs de l'environnement. Très récemment, il l'a fait contre l'installation d'une nouvelle base états-unienne à Thulé.

Les enjeux environnementaux et géopolitiques mis en valeur par tous ces déplacements sont considérables. La glace est un témoin. Elle s'étend lorsque le climat se refroidit et régresse quand il fait plus chaud. Le prélèvement d'une *carotte* de quinze centimètres d'épaisseur nous renseigne sur 800 000 ans d'histoire du climat. Les scientifiques distinguent ainsi une succession de périodes glaciaires et interglaciaires et ont montré, pour s'en inquiéter, que l'on s'éloigne des variations naturelles depuis quelques décennies. Ils prévoient une augmentation de cinq à six degrés de la température moyenne à la surface du globe, d'ici la fin du siècle, cela devant se traduire par une

hausse de 120 mètres du niveau des mers, moins due d'ailleurs à la fonte des glaces qu'à la dilatation des océans. D'ores et déjà, 90 % des glaciers terrestres reculent. D'aucuns craignent que ce n'est que lorsque les premières catastrophes humaines auront eu lieu, dans les régions peuplées, que la prise de conscience des gouvernements et les mesures adaptées viendront. Il est vrai que les scientifiques eux-mêmes restent divisés pour trouver les causes du phénomène. Leur débat, en particulier, sur le rôle des gaz à effet de serre reste très ardu.

Quel changement géopolitique majeur constituerait cependant l'ouverture d'un passage permanent entre les océans Atlantique et Pacifique le long des côtes de Russie ! De même, l'un des plus vastes et des plus riches États bordant l'Arctique, le Canada, n'a que très récemment pris conscience des efforts qu'il lui reste à faire pour sauvegarder ses *arpents de neige*, longtemps déconsidérés parce que pauvres en électeurs et en ressources. La réaction n'a vraiment eu lieu qu'à partir des années 1970, et le pays n'a que donné un statut politique aux populations inuites du Grand Nord que plus tard. Il est tout à l'honneur de nos jeunes princes d'attirer notre attention vers des régions si longtemps négligées.

Christophe BARRET

(1) Cf. *Royaliste* n° 882 « Les leçons du prince Albert II de Monaco ».

[À l'occasion de cette expédition ont été publiés :

- Un DVD : Emmanuel Pittet - « *Groenland, 1905-2005 - Sur les traces de Charcot et du duc d'Orléans* », DVD, Night & Day, 2006, 58 minutes. Le film contient le témoignage de Jean de France, duc de Vendôme, sur son arrière-grand-oncle. Prix franco : 28 €.

- et un livre : Joseph Récamier - « *L'âme de l'Exilé, souvenirs de voyages de Monseigneur le Duc d'Orléans - Morceaux choisis - Dans l'Arctique 1904-1905-1907-1909* », Ed. Grand Nord, 2006. Réédition de l'ouvrage publié par le compagnon de voyage du duc Philippe d'Orléans. Prix franco : 10 €.]

ILE DE FRANCE

La Fédération d'Ile-de-France invite les adhérents et sympathisants de la NAR et les lecteurs de *Royaliste* qui le désirent à une réunion le **samedi 30 septembre de 15h30 à 17 h** dans nos locaux, 17 rue des Petits-Champs. On y fera un point politique et l'on examinera les perspectives d'action pour l'année scolaire qui commence.

MERCREDIS DE LA NAR

Les réunions hebdomadaires reprendront le mercredi 11 octobre à 20 heures.

Parution : "Monarchie et démocratie"

En rééditant ce texte, paru en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à l'être. **Prix franco : 5 €**

Souscription

C'est un grand merci que toute l'équipe de *Royaliste* tient à adresser à tous ceux qui ont assuré le succès de la souscription de cette année. Souscription qui, vous le savez, nous est absolument indispensable pour nous permettre de continuer à faire paraître régulièrement *Royaliste* et d'assurer le financement de nos activités.

C'était 13 000 euros qui nous étaient nécessaires, vous nous en avez donné presque 15 000... Nous en ferons bon usage !

Y.A.

7^e liste de souscripteurs

Georges Balandier 50 € - O.B. (Puy-de-Dôme) 33 € - Djamel Boudjelal 7.62 € - Joël Bouéssée 12 € - P.C.B. (Paris) 53 € - Ghjacumu Colonna 60 € - Jean-Michel Dejenne 13 € - Guy Delranc 40 € - François Devoucoux du Buysson 30 € - Bruno Diaz 20 € - Michèle Dutac 14.48 € - Marc Hédelin 3 € - Patrick Isambert 100 € - Claude Jeunier 50 € - Gérard Larty 250 € - C.L. (Paris) 25 € - Jean-Baptiste Margantin 25 € - Jean-François Maurel 150 € - André Mercier 50 € - Gérard Nery 50 € - Philippe Prebet 20 € - Yolande de Prunelé 100 € - Renaud Rumin 20 € - Alain Saint Paul 40 € - Jean-Christophe Segura-Paoli 23 € - Laurent Soutenet 20 € - Raymond Tavernier 10 € - Jacques Tessier 25 € - Philippe Tesson 100 € - Alain Théry 15 € - Jean Latour 45 € - Olivier Moulin 50 € - J.V.P. (Côte d'Or) 50 € - Anne-Marie Vilesby 100 €.

Total de cette liste 1 654,10 €

Total précédent : 13 079,53 €

Total général : 14 733,63 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Le Lys rouge est paru !

Ce qui a d'étonnant avec notre *Lys rouge* c'est qu'il paraît d'une manière inattendue, alors que l'on ne l'espérait plus, mais qu'il finit toujours par fleurir. Il s'agit donc toujours d'une surprise pour ses abonnés – dont certains ne se rappelaient même plus l'être... – et une surprise heureuse puisque nous essayons toujours – faute de régularité – de leur fournir un travail de qualité.

Cette 52^e livraison s'ouvre sur un dossier consacré à Georges Valois qui fut, jusqu'en 1925 date de sa rupture avec l'Action française, le théoricien des questions économiques du mouvement monarchiste. Rien ne le prédisposait à devenir royaliste et c'est le récit de cette *conversion* que nous propose Jean-Philippe Chauvin. Nous complétons ce dossier par un document qui raconte une période de sa vie – inconnue de ses biographes – celle de sa participation à la Résistance, de son arrestation et de sa mort en déportation.

Il s'agira encore de la Résistance avec l'article que François-Marin Fleutot consacre à Jacques Renouvin et des deux documents, extraits du *Dictionnaire historique de la*

Résistance récemment paru, relatifs aux royalistes.

Puis nous reviendrons sur une période plus récente, puisque relative à l'histoire de la N.A.R., celle de l'élection présidentielle de 1974 avec la publication de notre correspondance avec le comte de Paris et les souvenirs de notre candidat. Également le texte de l'émission de télévision que nous avons faite sur FR3 en 1975.

Déjà bien amorcée dans nos précédents numéros l'histoire complexe et orageuse des relations entre Charles Maurras et le comte de Paris est complétée ici par une analyse d'Axel Tisserand à propos d'un texte, récemment édité, du chef de l'A.F.

Ce numéro se clôt par le récit de la fin du II^e Reich : *la chute des aigles* et une étude sur le général de Gaulle et les intellectuels.

Au gré des pages l'on trouvera aussi quelques friandises : une chanson et quelques mots sur Philippe VIII, le duc d'Orléans.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Yvan AUMONT

 *Lys rouge* n°52 – prix franco : 5,40 € - Abonnement pour 4 numéros : 13 €.

Les 7 et 8 octobre prochains

L'Institut de formation civique et de coopération européenne (IFCCE)

organise une session de politique appliquée dont le thème sera

« Les Institutions »

Cette session est ouverte à tous. Renseignements pratiques sur demande ou sur le site <http://www.ifcce.fr.st>

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La France en colère

L'entretien qu'Emmanuel Todd a accordé à *La Revue* (1) devrait être l'événement majeur de la rentrée, quant à l'analyse politique et sociale. Les conclusions de ce chercheur mériteraient, dans le milieu médiatique et dans les états-majors de campagne, un débat intense au fil duquel chacun s'efforcerait de faire passer au second plan ses espérances, ses préjugés, ses ambitions électorales pour tenter, simplement, d'y voir clair.

Il est possible qu'Emmanuel Todd se trompe du tout au tout : grâce aux sondages quotidiens, les grands médias reflèteraient l'état d'esprit des « gens », hantés par l'insécurité et souhaitant, à l'exception des extrémistes, les réformes qui mettraient enfin la France à l'heure de la mondialisation. Ainsi, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal incarneraient les deux aspects du renouveau de la vie politique, et le vrai choix serait entre ces deux personnages fascinants qui annoncent la mise à la retraite des dirigeants vieillissants et usés – de Jacques Chirac à Laurent Fabius en passant par Lionel Jospin.

Sans nier l'attrait exercé par le président de l'UMP et par l'ancien ministre socialiste sur les cadres, les militants et les sympathisants de leurs partis respectifs, nous estimons qu'Emmanuel Todd est dans le vrai.

Si tel est le cas, les états-majors politiques sont en train de s'engager dans une impasse, quels que soient d'ailleurs les candidats qui seront désignés par les adhérents de l'UMP et du Parti socialiste. C'est la classe dirigeante dans son ensemble qui

commet une erreur stratégique, due à une profonde méconnaissance de la société française.

Les oligarques croient que la France est un pays en déclin et que les Français finiront par consentir, pour survivre, aux sacrifices qu'impose la mondialisation. Ils jugent le peuple français incapable de comprendre les enjeux économiques et financiers. Ils pensent que la population salariée continuera d'accepter des conditions de travail de plus en plus dures parce



qu'elle n'a qu'un seul choix : la pauvreté dans le chômage ou l'emploi à bas prix.

Ces impressions sont confortées par des observations justes sur les rapports de force : absence de parti révolutionnaire capable de rendre espoir aux contestataires, échec de l'altermondialisme, mollesse des directions syndicales... Les séismes de ces dernières années ne seraient donc que des accidents fâcheux (le Non au référendum, la révolte contre le CPE) ou utiles (le vote Le Pen de 2002, les émeutes de novembre dernier) dans la mesure où ils entretiennent des peurs (le « nouveau 21 avril », les violences « ethniques ») qui sont le com-

mencement de la sagesse électorale.

Mais les oligarques et leurs idéologues raisonnent sans tenir compte de la dynamique politique et sociale. Pour eux, le 21 avril 2002 a été effacé par le triomphe électoral de Jacques Chirac ; le Non au référendum n'a pas eu de conséquences sur la vie des partis ; la défaite du Premier ministre dans la bataille du CPE ne l'a pas empêché de rester au pouvoir. Ce sont là des faits incontestables - dans le moment présent.

Arguments chiffrés à l'appui, Emmanuel Todd souligne l'excellente santé démographique de cette France qu'on dit déclinante et decadente. Il voit le mouvement social, qui doit fort peu aux extrémistes de droite et de gauche, gagner toutes les batailles, depuis le coup d'arrêt du 29 mai 2005 jusqu'à l'échec du CPE qui est peut-être le « Stalingrad du libéralisme ». Il explique ces victoires par le basculement des classes moyennes dans la contestation radicale, aux côtés des classes populaires en révolte depuis le traité de Maastricht. Il rappelle que c'est un basculement de ce type qui provoque généralement les transformations politiques décisives, pour le meilleur ou pour le pire. Ce sont maintenant 80 % des Français qui sont en insurrection latente ou déclarée contre la classe dirigeante et ses clientèles.

Emmanuel Todd n'annonce pas une proche révolution car il subsiste dans notre société des facteurs de stabilité. Il dit que l'oligarchie, isolée, discréditée, haïe, doit s'attendre à de nouveaux séismes qui continueront d'ébranler ses fragiles pouvoirs.

La lutte sociale est devenue implacable.

Bertrand RENOUVIN

(1) *La Revue* – Pour l'intelligence du monde, bimestriel international, n°4 – Sept./oct. 2006. En vente en kiosque au prix de 9 €.